

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



**SOUS EMBARGO jusqu'au jeudi, 7 septembre 2017, à 10 h 00  
EDT / 14 h 00 GMT**

## **Parcours vers l'extrémisme violent : de jeunes africains témoignent**

*S'appuyant sur des entretiens avec des centaines d'extrémistes, une étude du PNUD, la première du genre, identifie les principaux facteurs de ralliement aux groupes extrémistes violents en Afrique*

*New York, 7 septembre 2017* – Le dénuement et la marginalisation, entretenus par une gouvernance faible, sont les principales raisons poussant les jeunes africains à se tourner vers l'extrémisme violent, selon une nouvelle étude détaillée du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

Se fondant sur des entrevues auprès de 495 recrues volontaires d'organisations extrémistes telles que Al-Shabaab et Boko Haram, l'étude a également révélé que les actes de violence ou d'abus de pouvoir supposés de la part de l'État constituent souvent l'élément déclencheur de la décision de rejoindre un groupe extrémiste.

*Vers l'extrémisme en Afrique : Facteurs, Motivations et Éléments déclencheurs du Recrutement*, présente les résultats de deux ans d'étude réalisée par le Bureau régional du PNUD pour l'Afrique et portant sur le recrutement au sein des groupes extrémistes majeurs en Afrique.

L'étude fait ressortir le portrait d'un individu frustré, marginalisé et négligé tout au long de sa vie, et ce depuis l'enfance. Doté de peu de perspectives, économiques ou civiques, et ayant peu confiance dans les capacités de l'État à assurer les services de base ou à protéger les droits de l'homme, un tel individu pourrait, semble indiquer l'étude, basculer dans l'extrémisme s'il est témoin ou victime d'un abus de pouvoir supposé de la part de l'État.

« Cette étude tire la sonnette d'alarme en indiquant que l'Afrique, en tant que région, est de plus en plus vulnérable à l'extrémisme violent », a déclaré M. Abdoulaye Mar Dieye, Directeur du Bureau régional du PNUD pour l'Afrique, intervenant aujourd'hui à l'occasion du lancement du document au siège des Nations Unies. « Les zones frontalières et les régions périphériques restent encore isolées et mal desservies. Les capacités

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



institutionnelles dans les domaines critiques ont du mal à suivre le rythme de la demande. Plus de la moitié de la population africaine vit en dessous du seuil de pauvreté, y compris de nombreux jeunes en situation de sous-emploi chronique ».

« La fourniture de services, le renforcement des institutions, et la création de passerelles pour l'autonomisation économique sont des questions de développement », a ajouté M. Dieye. « D'où la nécessité urgente d'accorder une place plus centrale aux enjeux sécuritaires dans les stratégies de développement ».

L'étude fait la synthèse des conditions et facteurs qui influent sur la dynamique du processus de recrutement, incitant certains individus à se tourner vers l'extrémisme, alors que les autres s'en écartent dans leur grande majorité.

## ÉLÉMENTS D'UN PARCOURS

Les participants à l'étude ont été interrogés sur leur situation familiale, notamment leur enfance et leur éducation ; leurs idéologies religieuses ; leur situation économique ; l'État et la citoyenneté ; et enfin, « l'élément déclencheur » au ralliement d'un groupe.

Sur la base des réponses à ces questions, l'étude a établi que :

- La majorité des recrues proviennent de zones frontalières ou de régions périphériques qui souffrent de marginalisation depuis des générations. Ils indiquent n'avoir eu qu'une faible supervision parentale pendant leur enfance.
- La plupart des recrues expriment une certaine frustration par rapport à leur situation économique, l'emploi étant le besoin le plus pressant au moment de rejoindre un groupe. Les recrues éprouvent également une rancœur profonde à l'égard du gouvernement : 83 % d'entre elles estiment que le gouvernement ne s'occupe que des intérêts d'un petit nombre, et plus de 75 % ne font pas confiance à la classe politique ni à l'appareil sécuritaire de l'État.
- Le recrutement en Afrique s'effectue principalement au niveau local, d'une personne à l'autre, plutôt qu'en ligne, comme c'est le cas dans d'autres régions, un facteur qui peut modifier les formes et modes de recrutement à mesure que la connectivité s'améliore.

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



*Au service  
des peuples  
et des nations*

- Quelque 80 % des recrues interrogées ont rejoint en moins d'un an le groupe extrémiste qui leur a été présenté, et près de la moitié d'entre elles l'ont rallié en moins d'un mois.
- S'agissant de la sortie d'un groupe extrémiste violent, la plupart des personnes interrogées qui se sont rendues ou ont demandé l'amnistie, l'ont fait après avoir perdu confiance dans l'idéologie, les dirigeants ou les actions de leur groupe.

## **L'ACTION DU GOUVERNEMENT COMME ÉLÉMENT DÉCLENCHEUR**

L'une des constatations les plus notables de l'étude est que, d'après 71% des recrues interrogées, une forme d'action gouvernementale ou une autre a été « l'élément déclencheur » qui a pesé sur leur choix de rallier un groupe extrémiste.

Les actions les plus souvent citées étaient, notamment, le meurtre ou l'arrestation d'un membre de la famille ou d'un ami.

## **L'ÉDUCATION COMME OUTIL DE RÉSILIENCE**

L'étude apporte également un éclairage sur le rôle nuancé de la religion comme motif d'extrémisme.

Les données indiquent que, contrairement à la conception populaire, ceux qui rejoignent les groupes extrémistes ont tendance à avoir des niveaux plus bas d'éducation religieuse ou formelle, ainsi qu'une compréhension plus limitée des textes religieux.

Même si plus de la moitié des répondants ont invoqué la religion pour justifier leur ralliement d'un groupe extrémiste, 57% des personnes interrogées ont admis ne peu ou rien comprendre des textes religieux ou de leurs interprétations, ou ne pas lire de textes religieux du tout.

En effet, l'étude semble indiquer que la connaissance de la religion peut renforcer la résistance à l'extrémisme : il a été démontré, parmi les personnes interrogées, que le fait d'avoir suivi au moins six années d'études religieuses réduit de 32 % la probabilité de rejoindre un groupe extrémiste.

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



## **DROITS DE L'HOMME, ÉTAT DE DROIT, INTERVENTION LOCALE**

L'étude appelle les gouvernements à réexaminer leurs réponses militaires à l'extrémisme, dans la perspective de l'État de droit et de leurs engagements en faveur des droits de l'homme.

Parmi les principales recommandations de l'étude figurent l'intervention au niveau local, notamment à travers l'appui aux initiatives communautaires axées sur la cohésion sociale, ainsi que l'amplification de la voix des leaders religieux locaux qui prônent la tolérance et la cohérence.

Au demeurant, l'étude prévient que ces initiatives doivent être pilotées par des acteurs locaux dignes de confiance.

« Il y a une chose dont nous avons la certitude : dans le contexte africain, le porteur du message contre l'extrémisme est aussi important que le message en soi », a déclaré M. Dieye. « Cette voix locale de confiance est également essentielle pour apaiser le sentiment de marginalisation qui peut accroître la vulnérabilité au recrutement ».

## **LIVRE DU SURVIVANT**

Pour renforcer la prise de conscience du coût humain de l'extrémisme violent et rappeler les conséquences dévastatrices du cheminement vers l'extrémisme, un livre et une exposition photographique ont été réalisés pour accompagner l'étude.

*L'exposition « **Récits de survivants de l'extrémisme violent en Afrique subsaharienne** »* présente des photographies et des histoires documentées en 2016 dans six pays du continent africain directement touchés par l'extrémisme violent, à savoir le Burkina Faso, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, la Somalie et l'Ouganda.

Selon les estimations du PNUD, quelque 33 300 personnes ont perdu la vie dans des actes extrémistes violents perpétrés en Afrique entre 2011 et début 2016. Les opérations de Boko Haram ont à elles seules causé au moins 17 000 morts et provoqué le déplacement de 2,8 millions de personnes dans la région du Lac Tchad. Ces actes extrémistes violents ont également eu des répercussions négatives sur le tourisme et les investissements directs étrangers dans des pays comme le Kenya et le Nigéria.

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE



**Sur Twitter :** @UNDP, @UNDPAfrica, #PVEAfrica, #PreventVE, #EndExtremism

Toute la documentation est disponible aux adresses [journeytoextremism@undp.org](mailto:journeytoextremism@undp.org), [survivorsofextremism@undp.org](mailto:survivorsofextremism@undp.org), [www.africa.undp.org](http://www.africa.undp.org) et [www.undp.org](http://www.undp.org).

Pour de plus amples renseignements ou toute demande d'entrevue, n'hésitez pas à nous contacter :

À New York: Adam Cathro; [adam.cathro@undp.org](mailto:adam.cathro@undp.org); +1 212 906 5326

À New York: Lamine Bal; [lamine.bal@undp.org](mailto:lamine.bal@undp.org); +1 212 906 5937

À New York: Sandra Macharia; [sandra.macharia@undp.org](mailto:sandra.macharia@undp.org)

À Genève: Sarah Bel; [sarah.bel@undp.org](mailto:sarah.bel@undp.org); +41 799 341 117

---

## À PROPOS DE L'ÉTUDE :

*Vers l'extrémisme en Afrique : Facteurs, Motivations et Éléments déclencheurs du recrutement*, est un produit du programme « Prévenir l'extrémisme violent (PVE) en Afrique : une approche axée sur le développement ». Lancé en 2015 par le PNUD, ce programme vise à prévenir la montée de l'extrémisme violent et à y faire face partout sur le continent à travers le prisme du développement.

## À PROPOS DU PNUD :

Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans quelque 170 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.